

Nous ne pouvons en rester là. Je prie le ministre et ses services de considérer attentivement et soigneusement la situation actuelle de Dingwall et de songer à remettre en état le brise-lames du nord qu'on a laissé se détériorer depuis quinze ans sans jamais l'entretenir. Sauf erreur, les ouvrages comme ceux qui s'imposent là sont exécutés seulement quand la Division de l'économie du ministère des Travaux publics juge qu'ils peuvent être exécutés. Il me semble que c'est un moyen très peu raisonnable de prendre une décision, quand il s'agit de l'existence même de nombreuses familles de la région dont je parle. Ces gens tirent leur subsistance uniquement de la pêche. La question est de savoir si nous allons leur venir en aide ou les laisser mourir de faim.

Pour revenir à ce que je disais d'abord à propos de la situation existant à Dingwall, on n'a absolument rien fait pour ceux qui ont été mis à pied. Ceux qui le pouvaient sont allés ailleurs; et les autres se sont livrés à la pêche; mais aujourd'hui ils ne pourront même plus se livrer à la pêche, si l'on ne prévoit pas les installations nécessaires.

Ces pêcheurs de la région de Dingwall, de St. Lawrence-Bay, New-Haven, Neil's-Harbour et Ingonish et de tout le littoral septentrional du comté de Victoria ne demandent pas la charité. Ils demandent que le gouvernement fédéral accorde l'aide que les gouvernements accordent d'ordinaire. Par là, je veux dire qu'ils ont demandé des brise-lames, des quais, des opérations de dragage, etc. Ce n'est pas du luxe, ce sont les choses nécessaires à l'industrie de la pêche. Mais les demandes d'installations n'ont pas été acceptées. Ou bien ces demandes n'ont pas été soumises au gouvernement précédent, ou bien on n'en a pas tenu compte. Je trouve ridicule qu'à notre époque des hommes aient à sortir à deux ou trois heures du matin, ou à chaque menace de tempête, et à travailler comme les esclaves au temps des Romains pour amener leurs bateaux sur la plage par mesure de protection, parce qu'il n'existe pas d'installations convenables dans le port. La région de New-Haven a besoin d'un brise-lames sans délai afin de prévenir les cas que je viens de mentionner. Je prie donc le ministre des Travaux publics d'étudier cette affaire immédiatement. De faibles dépenses peuvent faire beaucoup pour les gens de ces régions, et j'espère qu'elles seront faites avant longtemps.

Monsieur l'Orateur, j'ai déjà parlé du parc national. Il y a là une source incontestable de profits pour ma circonscription. C'est une attraction touristique de tout premier ordre qui fournit en outre du travail aux habitants

[M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria).]

de la région. Il est une question extrêmement importante qu'on me permettra de signaler au ministre du Nord canadien et des Ressources nationales, (M. Hamilton) ou à son collègue du Travail (M. Starr). Il se trouve que les salaires payés là-bas sont inférieurs à ce qu'ils sont ailleurs dans notre pays pour un travail semblable. Si je ne m'abuse, le chiffre du salaire est arrêté en fonction de ce qu'on appelle le taux courant. Dans les régions auxquelles je songe, l'absence d'industrie fait qu'il est impossible de déterminer, justement, ce que peut être un salaire courant. Quoi qu'il en soit, il est parfaitement inadmissible qu'on paie moins en Nouvelle-Écosse qu'ailleurs.

Pourquoi le gouvernement fédéral paierait-il moins un travail semblable dans une région que dans une autre? Songeons aussi que, si le même travail était toujours payé également, sans qu'il soit tenu compte de la région, on pourrait ainsi arriver à une certaine augmentation du niveau général des salaires qui sont en effet meilleurs dans certaines localités que dans d'autres. Les traitements des fonctionnaires ne varient pas selon les régions. Le fonctionnaire au Cap-Breton, par exemple, n'est pas payé moins cher qu'un autre sous prétexte que la moyenne de la rémunération y est inférieure à ce qu'elle est ailleurs. Pourquoi cette règle ne vaudrait-elle pas pour ceux qui travaillent dans le parc national?

Bien d'autres questions resteraient à signaler à ce propos. Songeons, par exemple, au manque d'emplacements convenables pour le camping, insuffisance qui, au cours des quelques dernières années, va s'aggravant. J'ai l'impression que le camping a à peu près triplé, ces derniers temps, d'où insuffisances aiguës du point de vue des emplacements, des aménagements sanitaires, des possibilités de blanchissage. Il faudrait encore songer à créer des centres de loisirs où pourraient se donner des conférences, du cinéma, etc., dans la soirée ou s'il pleut.

Signalons encore que la route qui traverse le parc entre Ingonish et Neil's Harbour est extrêmement étroite et dangereuse. Il y aurait lieu, je crois, de l'élargir sérieusement et de supprimer les virages dangereux. Pourquoi aussi ne songerait-on pas à éclairer les rues dans le centre du parc? A construire un nouveau pavillon pour le golf? Le bâtiment actuel n'est qu'une grange transformée dont on peut encore deviner la destination primitive.

Ces idées d'améliorations n'aideraient peut-être pas beaucoup les résidents, mais je pense qu'elles donneraient du travail, et cela presse, à des résidents du comté de Victoria.